Michaël MOREAU, Raphaël PORIER, *Main basse sur la culture. Argent, réseaux, pouvoir*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2014, 332 pages

Fabrice Thuriot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10160>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10160

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 295-298

ISBN : 9782814302716

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Fabrice Thuriot, « Michaël MOREAU, Raphaël PORIER, *Main basse sur la culture. Argent, réseaux, pouvoir* », *Questions de communication* [En ligne], 28 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10160> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10160>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

Michaël MOREAU, Raphaël PORIER, *Main basse sur la culture. Argent, réseaux, pouvoir*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2014, 332 pages

Fabrice Thuriot

RÉFÉRENCE

Michaël MOREAU, Raphaël PORIER, *Main basse sur la culture. Argent, réseaux, pouvoir*, Paris, Éd. La Découverte, coll. Cahiers libres, 2014, 332 pages

- 1 Les deux journalistes, dont le premier a déjà publié des ouvrages sur les riches (*Le Gouvernement des riches*, Pairs, Éd. La Découverte, 2004), la communication (avec Aurore Gorius, *Les Gourous de la com'*, Paris, Éd. La Découverte, 2011) et un syndicat (*La CFDT ou la volonté de signer*, Paris, Hachette, 2006), ont enquêté pendant un an et demi sur les coulisses de la culture en France, en particulier sur le rapprochement avec le privé, voire l'immixtion de celui-ci dans les politiques et organismes publics. La centaine d'entretiens réalisés aux plus hauts niveaux politique et culturel leur a permis de construire un ouvrage articulé autour de réflexions éclairées par des témoignages précis, malgré un plan faisant des allers-retours entre les domaines culturels.
- 2 Loin de l'analyse universitaire, les auteurs proposent un récit à charge, mais étayé par tant de preuves qu'il équivaut à une démonstration implacable, sur les directions prises, consciemment ou non, par les responsables politiques et culturels, pour des raisons dominées bien souvent par des aspects financiers, mais aussi par des considérations d'évolutions sociétales, notamment technologiques, qu'ils ne maîtrisent pas assez, voire pas du tout. Tour à tour, dans dix chapitres passionnants, sont passés en revue : 1) « L'encombrant héritage des années 1980 » (pp. 9-31) ; 2) « La télévision, banque de la culture » (pp. 33-70) ; 3) le « Disque : l'âge d'or avant la tempête » (pp. 71-98) ; 4) le « Cinéma : le grand déballage » (pp. 99-132) ; 5) le « Théâtre : les

hommes d'affaires sur l'avant-scène » (pp. 133-164) ; 6) « Google, Amazon, Netflix, etc : les nouveaux prédateurs » (pp. 165-199) ; 7) « La face cachée du mécénat » (pp. 201-228) ; 8) la « Musique : les rescapés du tsunami » (pp. 229-258) ; 9) « La culture, pompier de la désindustrialisation » (pp. 259-278) ; 10) « François Hollande et la culture : le grand divorce » (pp. 279-306).

- 3 En 1981, le doublement du budget de la Culture adopté sous François Mitterrand, Pierre Mauroy et Jack Lang, avec le soutien du milieu artistique et culturel, a été un acte politique fort, maintenu lors du tournant de la rigueur en 1983 (p. 17). Il était même révolutionnaire par les nouvelles orientations, certes minoritaires mais réelles, concernant les cultures jeunes et urbaines au nom de la nouvelle antienne de la démocratie culturelle. L'activisme politique et culturel du nouveau ministre de la Culture était alors soutenu et même voulu par un président érudit regrettant de ne pas avoir été écrivain, le laissant développer ce secteur tout en conservant la maîtrise de quelques grands projets. Pour autant, cette générosité éclairée a aussi entraîné des « gabegies » et, surtout, a hypothéqué en partie l'avenir (pp. 27 sq.). En effet, non seulement les ministres suivants n'ont pas toujours été à la hauteur sinon du poste, du moins des attentes, mais l'objectif du 1 % du budget de l'État pour le ministère de la Culture n'a jamais été réellement atteint et a même diminué régulièrement depuis la fin des années 90, suscitant de nombreuses rancœurs. Les crises successives des intermittents du spectacle en 1997, 2003 et 2014 reflètent le divorce entre les mondes culturel et politique, soutenu plus ou moins fortement selon les moments par la population ou par les commerçants qui connaissent l'apport économique des festivals (2003) : « Les années 1980 furent enfin celles du triomphe des “industries” culturelles, à l'heure où la gauche s'est ralliée au capitalisme » (p. 30).
- 4 La télévision a « brillamment » illustré ce tournant : création de chaînes privées en 1984-1986, privatisation de TF1, la première chaîne historique (au lieu d'Antenne 2) en 1986, création d'autorités administratives indépendantes (Haute Autorité de la communication audiovisuelle en 1982 puis Commission nationale de la communication et des libertés en 1986 et, enfin, Conseil supérieur de l'audiovisuel depuis 1989), développement des chaînes avec la télévision numérique terrestre (TNT) dès 2005, de la vidéo à la demande et de l'internet... « Si le pouvoir socialiste a établi un cahier des charges très exigeant à l'égard du cinéma pour la mise en place de Canal+ en 1984, Jack Lang et le milieu du cinéma se sont toutefois étranglés lorsqu'ils ont découvert, deux ans plus tard, les avantages accordés à Silvio Berlusconi pour diriger une chaîne privée française [La Cinq] » (pp. 44-45). M6 a réussi à passer du statut de chaîne musicale à celui de chaîne généraliste à la faveur de la chute de La Cinq (pp. 47 sq.). Le concept du « mieux-disant culturel » a été utilisé sciemment pour habiller la privatisation de TF1 en faveur d'un grand groupe (en l'occurrence, Bouygues face à Hachette) par Edouard Balladur et François Léotard sous le premier gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac. Les obligations (quotas de production et de diffusion...) n'auraient jamais été vraiment respectées, ni sanctionnées (pp. 33 sq.). La création d'Arte est venue exaucer les vœux de chaîne culturelle de certains, dont Jérôme Clément. Pour autant, la multiplication des chaînes avec la TNT et l'arrivée de nouveaux opérateurs (Orange en 2008...) continuera à brouiller les canaux de la démocratisation culturelle par la télévision, celle-ci devenant de surcroît numérique. Les obligations culturelles devenaient des pommes de discorde entre milieux politiques et culturels qui n'arrivaient pas à suivre les évolutions technologiques et milieux

d'affaires qui se concurrençaient ou finissaient par s'arranger entre eux, notamment vis-à-vis de la concurrence mondiale, états-unienne en particulier (Netflix et les opérateurs internet, pp. 165-199).

- 5 Mêmes sons de cloche dans l'industrie musicale. Les « guéguerres » et petits arrangements entre meilleurs ennemis, qui passent aussi allègrement d'un groupe à l'autre, sont légion au sein de ce secteur qui s'est « goinfré » pendant une décennie avec le développement du CD à partir de 1985 (pp. 72 sq.) et qui a essayé de faire passer le consommateur pour le bouc-émissaire responsable du déclin... de leur *standing* (pp. 230 sq.) alors qu'ils n'avaient pas anticipé les évolutions. Le piratage à la cassette des années 70 se reproduisait à grande échelle avec l'arrivée de l'internet. Le vote des DRM (gestion des droits numériques en anglais) avec la transposition en 2006 de la directive européenne de 2001, dite DADVSI (« relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information ») empêchait la copie multiple des CD et DVD, avant la pénalisation des internautes avec la loi Création et internet instituant la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) en 2009. La bataille pour la licence globale assortie d'un prélèvement sur les opérateurs internet conduite par les tenants de l'internet libre était perdue (pp. 189 sq.). Attaqués au niveau national et européen, les Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple) n'en demeurent pas moins les maîtres du jeu jusqu'à présent et ont peu cédé sur les impôts et taxes à reverser aux États et au secteur culturel sur lequel ils s'appuient pourtant pour développer leur offre pléthorique. D'autres opérateurs ont émergé, notamment par le biais du financement participatif (« *crowdfunding* »), mais on peut constater qu'ils reproduisent assez rapidement les comportements capitalistiques des majors (pp. 249 sq.). Néanmoins, des artistes résistent, seuls ou collectivement, en France et à l'étranger (pp. 255 sq.)
- 6 Un autre phénomène, qui n'est pas nouveau (voir Dominique Leroy, *Histoire des arts du spectacle en France*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2011) mais amplifié, consiste en la reprise de sociétés théâtrales, musicales, audiovisuelles, par des financiers, solitaires ou groupés. Le « boom » des radios libres du début des années 80 s'est rapidement vu rattraper ou dépasser par une commercialisation des chaînes au profit de quelques groupes qui ont pu imposer leurs styles de musique au moyen de techniques marketing venues d'outre-Atlantique (pp. 80 sq.). De même, dans les théâtres parisiens, le modèle anglo-saxon s'est répandu avec des (r)achats de théâtres par des producteurs improvisés ou implantés, parfois en lien avec des artistes, orientant leurs programmations vers des comédies et des comédies musicales plus faciles à vendre que des pièces classiques ou contemporaines (pp. 133 sq.). Et, dans les domaines du cinéma et de la musique, depuis les années 80-90, les concentrations ont laissé la porte ouverte à des règlements de comptes entre acteurs, managers, producteurs et labels, chacun s'accusant mutuellement de la dérive de son secteur sur le plan financier et de l'éthique. Là encore, la reprise en main par certains artistes de leur carrière, notamment grâce à l'internet, est intéressante mais minoritaire et certainement seulement une étape vers de nouvelles affiliations et dépendances. Enfin, on constate aussi la captation de festivals créés avec le soutien public par des sociétés privées qui capitalisent ainsi sur un matelas de confiance après des périodes de relations parfois difficiles avec les populations locales. Il en va ainsi du Printemps de Bourges et des Francofolies de la Rochelle. On pourrait ajouter le contrôle du Centre national des variétés, dont les

auteurs ne parlent pas, et des Zéniths, par des producteurs et l'échec du projet de Centre national de la musique pour ne pas bousculer des intérêts bien en place...

- 7 Le rôle de la culture pour la société est plus particulièrement abordé dans les chapitres sur la face cachée du mécénat (pp.201-228) et sur la culture, pompier de la désindustrialisation (pp.259-277). Dans le premier, il s'agit de montrer que si le mécénat devait être un complément du financement public, selon l'ambigu Jacques Rigaud, ancien directeur de cabinet du ministre de la Culture Jacques Duhamel et président-directeur général de RTL, fondateur de l'Association du développement du mécénat industriel et commercial (Admical) en 1979, il s'est transformé en un substitut partiel, aléatoire et soumis aussi à la crise. Le pionnier Alain-Dominique Perrin avec son rapport de 1984 sur le mécénat culturel s'inspirant des pratiques dans d'autres pays tient toujours un discours très libéral, voire anti-étatique, à la tête de sa fondation Cartier pour l'art contemporain. Les lois de 1987 (Léotard sur le mécénat), 1990 (Lang sur les fondations d'entreprise) et de 2003 (Aillagon sur les associations, les fondations et le mécénat) ont fini par instaurer un régime désormais plus favorable que dans d'autres pays, s'appuyant sur des défiscalisations plus proches des règles du *sponsoring* commercial que du mécénat désintéressé... Et cela sans compter les contreparties souvent très importantes et privatisant temporairement, voire durablement, des établissements publics tels que Versailles ou les Louvre... Si le mécénat des particuliers a toujours existé à plus ou moins grande échelle, la différence fondamentale avec les pays anglo-saxons réside dans la place plus importante du mécénat d'entreprise en France. Ainsi les projets de grands musées, publics et privés, et de grandes expositions sont-ils désormais « trustés » par de grandes entreprises avec l'aval des pouvoirs publics.
- 8 Enfin, le livre se termine comme il a commencé, par des considérations politiques actuelles « à pleurer », dans le chapitre 10 « François Hollande et la culture : le grand divorce » : absence de visions pour l'avenir, baisse des crédits et de l'influence du ministre de la Culture, incompréhension des enjeux technologiques, inculture, nominations conflictuelles devenant le dernier bastion des politiques qui se mènent la guerre entre le ministère et l'Élysée, perte de crédibilité auprès des milieux culturels, divisés entre eux et en leur sein, perte d'influence auprès de la société au profit des grands groupes dominant les industries culturelles devenues créatives et s'inscrivant dans des logiques et des stratégies européennes et mondiales qui dépassent largement le rôle des États. En effet, on peut regretter que la France et l'Union européenne n'ont plus de stratégie culturelle claire, contrairement aux pays anglo-saxons. L'exception culturelle défendue avec succès en 1994 pour les négociations sur le commerce mondial a laissé la place à une diversité culturelle molle sous l'égide de l'Unesco, à une bataille sans conviction sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Tafta) et désormais à une culture par exception lorsque le marché n'est pas intéressé...

AUTEURS

FABRICE THURIOT

CRDT, université de Reims Champagne-Ardenne, F-51096

fabrice.thuriot@univ-reims.fr